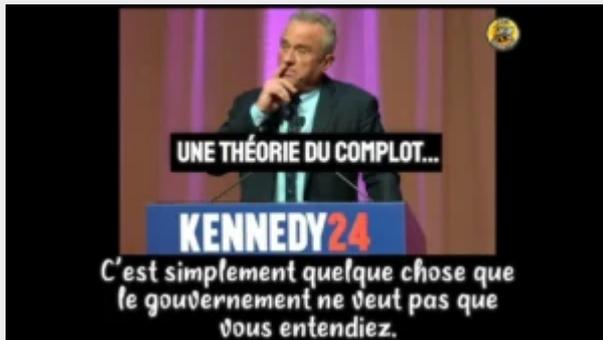


En campagne pour les présidentielles, KENNEDY affirme : « Les radiations des téléphones portables nous empoisonnent »



[Source : collectif1815 (Collectif de soutien aux victimes EHS/MCS menacées sur leur lieu de vie.) via PG]

Candidat à l'élection présidentielle 2024 aux États-Unis, Robert F. KENNEDY affirme que les radiations des téléphones portables nous empoisonnent, tout comme les glyphosates. Cette information, censurée, rebat les cartes et doit nous faire réfléchir.

RFK Jr. at Grand Rapids rally: "A conspiracy theory is just something the government doesn't want you to hear and doesn't want you to think about.

Like my 'conspiracy theory' that Roundup causes non-Hodgkin's lymphoma that we've now won three jury trials and gone up to the court...
pic.twitter.com/9m0ZiEPM9b

– Holden Culotta (@Holden_Culotta) February 10, 2024

« Personne ne peut affirmer que les radiations de la téléphonie mobile ne sont pas dangereuses pour la Santé », cet argument a été émis ces dernières années dans plusieurs décisions de justice françaises ayant entraîné la dépose de compteurs communicants, en cohérence avec notre Constitution.

« Tant que la résistance est possible, il est essentiel de résister »

Ariane BILHERAN, Psychopathologie du totalitarisme, Guy Trédaniel éditeur, Paris, 2023.

Malheureusement les Procureurs de la République, soumis au Garde des Sceaux, appliquent la politique de l'Exécutif. Le déploiement anarchique des technologies sans fil, imposé par la Commission européenne et l'Agenda 2030, s'oppose de fait au Principe de Précaution, et, à l'ensemble de nos droits

fondamentaux garantis par les traités internationaux, au premier rang desquels, Nuremberg.

L'addiction de la population à ces technologies (non pas le consentement, ni l'adhésion, mais bel et bien l'addiction telle que projetée dès 2004 dans le Livre Bleu des industries électroniques et numériques) ne saurait en aucun cas justifier la torture permanente et la mise au ban de la société des seules personnes conscientes de cet empoisonnement : les personnes électro-hypersensibles (EHS).

[Voir aussi le dossier 5G et ondes pulsées]

La question qui se pose aux tenants du Droit, ainsi qu'aux « forces vives de la Nation », est la suivante : « Pensez-vous, comme d'autres, que notre Constitution ne vaille pas la peine d'être ardemment défendue, puisqu'elle-même illégale n'ayant jamais été promulguée dans le cadre de la Loi ? ». Nous parlons ici d'un « cataclysme juridique », qui vu les violences infligées à la population, et plus particulièrement aux personnes victimes des ondes, prend sens. Mais quand les tenants du Droit violent la Loi, il est temps de se poser les questions qui font mal.

C'est toujours des États-Unis que depuis quelques décennies ruissellent les grandes orientations politiques européennes et françaises, cela pour leurs profits, et à nos dépens. Et voilà, pour la première fois, un potentiel futur président, avocat, irréprochable de probité, nous annonce un changement de paradigme. Tout comme son adversaire, Donald J. TRUMP, KENNEDY dénonce la main mise d'un « état profond » sur les institutions, les administrations et la finance ; et tous deux annoncent défendre la Souveraineté des Peuples face aux élites autoproclamées.

La révolution digitale doit aussi faire face à une autre annonce commune à ces deux candidats. Diffuser les brevets TESLA, confisqués à la mort de celui-ci. Promesse non seulement de moyens de communication sans fil non toxiques, mais aussi de sources d'énergie « libres ». Nous assistons à un changement de paradigme complet face au programme de l'Agenda 2030 qui offre l'opportunité à tous de se repositionner, de se repentir pour certains, d'agir au nom du Bien (le Bien ne saurait se satisfaire de n'être que « commun », ou de quelconque épithète, le Bien est radical, nous rappellent à nos racines en Humanité, « seul le mal est extrême », nous apprend Hannah ARENDT).

L'empoisonnement des populations est massif. Ajouter au fait qu'une grande partie de nos élites se déclarent eugénistes, qu'une grande partie de nos élites participent de sociétés secrètes (autrement dit soumises au secret de ses membres), « Citoyens de seconde zone », nous nous devons de dénoncer nos bourreaux à toutes les échelles ; et, de faire savoir, encore et encore,

jusqu'à la restauration de nos droits et jusqu'à la réparation des préjudices subis ; que oui, on nous inflige des traitements indignes, un harcèlement moral et électromagnétique permanent assimilable à de la torture, et que de plus ; oui, c'est l'ensemble de la population qui est empoisonné, par une clique, alors que nous, nous sommes le Peuple Souverain.

Nous ne sommes plus qu'une poignée d'EHS militants, tant la répression à notre égard a été violente et féroce. Mais officiellement, a minima nous représentons 5 % de la population française selon l'ANSES... Cette « guerre contre les peuples » dont Claire SEVERAC a payé de sa vie, à laquelle nous participons héroïquement, « chargeant des nids de mitrailleuses une baïonnette entre les dents », nous sommes en train de la gagner. Entendons bien que nous ne sommes plus seuls. Entendons bien que la machine de guerre, l'intelligence artificielle, est utilisée par toutes les parties. Soyons certains que ces algorithmes enregistrent chaque frappe de clavier, les classent et les enregistrent avant de les traiter par mots-clefs, cela en fonction de ses objectifs à terme.

Exposer les faits numériquement, c'est prendre activement part à cette guerre. EHS, nous nous devons cet effort, pour ne pas dire cette douleur pour ceux d'entre nous qui ne supportent plus la proximité d'une source électromagnétique artificielle. Le portail de justice.fr nous offre cette opportunité de participer activement à l'effondrement de ceux qui nous privent de nos droits. Et peu importe que les Procureurs se saisissent de nos plaintes, ce qui importe c'est de témoigner, de documenter, par là même de recouvrer notre Dignité et l'estime de soi. Les algorithmes, la machine numérique peuvent aussi être un allié, tout dépend de celui qui en analyse les données !

Force est de constater que « l'état profond » n'est plus seul à détenir ces technologies de contrôle. Aussi, français, de par les avancées exemplaires obtenues ses dix dernières années (handicap, accident du travail, maladie professionnelle, interdiction du wifi dans les crèches, déposes de compteurs communicants, protection préfectorale par arrêtés municipaux, remboursement de frais de blindage, trouble du voisinage...), il nous faut participer, encore, malgré tout, à ces derniers coups de boutoir et donner un signal clair tant à nos ennemis qu'à nos alliés ; et faire face à ceux qui voudraient nous médicaliser, tout en niant la toxicité des radiations non ionisantes concernées, cela alors même que le consentement du patient est remis en cause et que « la provocation à abandonner ou à s'abstenir de suivre un traitement médical thérapeutique ou prophylactique » pourrait constituer un délit passible d'un an emprisonnement et de quinze mille euros d'amende.

« Reprendre notre pouvoir, c'est avant tout reprendre notre pouvoir sur notre sphère émotionnelle (...), maintenir un état émotionnel a minima stable, a maxima joyeux. Car l'objectif du pouvoir harceleur est bien de nous maintenir dans cette terreur, dans cette culpabilité, dans cette tristesse et dans ce choc traumatique dont il se nourrira et à partir duquel il pourra continuer à nous manipuler »

Ariane BILHERAN, Psychopathologie du totalitarisme, Guy Trédaniel éditeur, Paris, 2023.